



Avec le soutien de Monsieur Philippe BOULLAND, de Madame Michèle RIVASI et de Monsieur Younous OMARJEE,
A l'initiative du Groupe d'amitié UE-MADAGASCAR et de l'Association OPERATION MADAGASCAR



Compte-rendu

Auditions publiques

Mardi 17 septembre 2013 – Parlement Européen de Bruxelles

La dérive de Madagascar vers le chaos

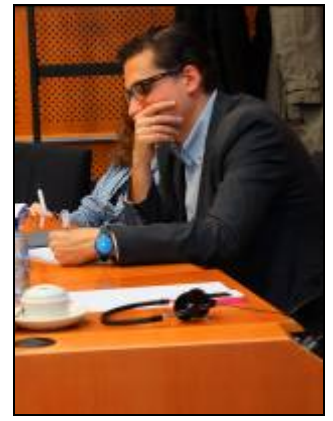
Zone de non-droit écologique et paradis financier



→ Charlotte DAVIES, **Environmental Investigation Agency**
[Ecocide du bois de rose, crime environnemental & gouvernance]



→ Jean MERCKAERT, **Sherpa**
[Biens mal acquis, blanchiment de capitaux & transparence financière]



→ Philippe BOULLAND (photo de gauche), **Président PPE du Groupe d'Amitié UE-MADAGASCAR**, a introduit l'Audition publique en soulignant que Madagascar est à un mois d'élections présidentielles qui doivent permettre une issue à une crise qui a débuté avec le Coup d'Etat d'Andry RAJOELINA il y a 4 ans. Il rappelle que ce n'est pas la première crise de ce genre, que Madagascar connaît régulièrement depuis son indépendance en 1960 un jeu de « chaises musicales » dont la population est la grande perdante. Le Président BOULLAND insiste sur le fait que la mobilisation des Malgaches autour d'une exigence de bonne gouvernance constitue la seule solution durable. Il souligne enfin que cette élection aurait du être l'occasion d'un « restart », c'est-à-dire d'un nouveau départ en renouvelant la classe politique ; Philippe BOULLAND appelle depuis longtemps les bénéficiaires de l'Amnistie ainsi que les politiciens exilés à laisser la place à une nouvelle génération, ce qui n'est hélas pas le cas. Cette volonté de redonner au peuple malgache sa souveraineté fait consensus et fut soutenue par Christophe BEAUDOUIN du Groupe EFD (photo du milieu).



→ Haja RASOLONJATOVO (photo de droite) qui a co-fondé l'**Association OPERATION MADAGASCAR**, a confirmé le diagnostic dressé par Philippe BOULLAND. Il a toutefois apporté une légère nuance sur le rôle de la communauté internationale, qui, selon lui, n'est pas impartiale. Haja RASOLONJATOVO souligne en effet que le brouillard et le chaos sont les meilleurs alliés d'une prédation économique qui profite très largement à des grandes multinationales étrangères. Sur ce point, il invite chaque citoyen et citoyenne à s'enquérir davantage des conditions de fabrication des produits qu'ils achètent car les consommateurs ont le pouvoir.



→ Charlotte DAVIES (photo de gauche), **Analyst d'ENVIRONMENTAL INVESTIGATION AGENCY**, souligne que la mafia de la filière bois est un très bon exemple pour comprendre les enjeux et mécanismes de ce que l'on appelle « crime environnemental ». Elle projette une vidéo-choc tournée en caméra cachée.

La vidéo montre que malgré les législations adoptées par les occidentaux, malgré la coopération avec les populations locales, la mafia du bois continue : sur les 100 Milliards de \$ par an de commerce de bois, entre 10 et 30% proviennent du trafic illégal. La vidéo montre également le Ministre de l'Agriculture aidant directement les trafiquants. Mais Charlotte DAVIES insiste sur le fait que la corruption des autochtones profite surtout à des multinationales car le bois alimente les marchés occidentaux du luxe, sachant que la Chine est également un marché pour écouler les bois précieux. Charlotte DAVIES souligne que Madagascar souffre principalement de 13 entreprises qui ont bénéficié de « soutiens » politiques leur permettant d'être « exemptées » des législations contraignantes mises en place dans les années 2000 et en 2006. C'est ainsi qu'en mars 2013, 400 containers de bois de rose viennent encore d'être saisis (d'une valeur de 50 000 \$ la Tonne). Elle s'inquiète également du « stock » total de bois saisi par le gouvernement malgache qui parle de 300 000 billes de bois, alors que le chiffre réel est estimé à plus de 500 000 billes. Charlotte DAVIES appelle au respect des Appendices de la CITES (Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora). Elle rappelle que des méthodes existent pour la traçabilité (notamment l'ADN). Elle affirme enfin que les différentes solutions qui ont fait leur preuves en Indonésie (interdiction, pénalités, engagements des entreprises) ne sont possibles que grâce à l'émergence d'entités indépendantes de contrôle, soutenues par les puissances étrangères (concept de « Third Party Monitoring »). Charlotte DAVIES conclut sur le fait que les crimes environnementaux constituent un problème central des pays pauvres car en plus de les priver de rentrées fiscales pour financer le développement, la surexploitation fait disparaître, surtout à Madagascar, des plantes médicinales endémiques à très forte valeur-ajoutée qui pourraient servir de base à un essor durable de l'économie locale, au bénéfice premier des Malgaches.



→ Jean MERCKAERT (photo de droite), **Administrateur de SHERPA**, Rédacteur en chef de la revue *Projet*, prend la parole pour évoquer la question épineuse des « Biens mal acquis », du blanchiment de capitaux et de la transparence financière. Car comme l'a rappelé Haja RASOLONJATOVO (photo de gauche), Madagascar est un pays qui accueille aussi bien Total (exploitation du pétrole), Sherritt (Cobalt et nickel) que Rio Tinto (ilménite) ; reste à comprendre comment s'« évaporent » les capitaux dans un pays où 76% de la population vit sous le seuil de pauvreté, un pays riche sur le papier mais dont 50% du budget est pourvu par l'Union Européenne. Jean MERCKAERT plante le décor en rappelant que Madagascar n'est pas un cas isolé, SHERPA a publié des informations selon lesquelles en République Démocratique du Congo, seulement 15% des revenus miniers sont réellement déclarés. Jean MERCKAERT enfonce le clou en rappelant que le Président de la Haute Autorité de Transition Andry RAJOELINA a refusé de signer les textes de soumission au Parlement malgache portant sur SAMIFIN (équivalent à Madagascar de TRACFIN en France), avec pour conséquence immédiate l'exclusion de Madagascar du groupe EGMONT (coordination mondiale de lutte contre le blanchiment et contre les transactions financières douteuses) et l'inscription de Madagascar sur la liste PTNC (Pays ou Territoire Non Coopératif). Jean MERCKAERT poursuit en présentant son travail sur la « lessiveuse africaine », système qui a permis à la BNP Paribas d'échanger illicitement des chèques sans ordre contre de l'espèce, le tout au bénéfice de « BNP Wealth Management », sa filiale monégasque. La fourchette basse de la fraude est estimée à 10 Millions € mais si l'on ajoute la Gabon, le Sénégal, le Burkina Faso, la facture grimpe à 200 Millions €. Jean MERCKAERT explique que les banques sont coupables de ne pas avoir vérifié la provenance des fonds, l'affaire ayant été révélée suite à la dénonciation d'un employé de la BNP. Il explique aussi que la complicité des autochtones est un facteur aggravant en avançant des chiffres sans équivoque : en 2011 TRACFIN traitait en France 15 000 dossiers quand dans le même temps, à Madagascar, SAMIFIN ne traitait que 67 dossiers. Jean MERCKAERT poursuit en rappelant que 82% des flux financiers malgaches échappent à l'impôt, qu'en 30 ans, l'Afrique a ainsi perdu 1 400 Milliards \$ de recettes fiscales. Il explique que le manque d'harmonisation des législations entre les pays permet le « dumping financier » (différentiel de mobilité), et permet aux 50 plus grands groupes de l'UE et à leurs 25 000 filiales de « découpler » production réelle et domiciliation de la production : Jersey étant ainsi « administrativement » un grand producteur de bananes. Optimisations fiscales et autres exfiltrations de la matérialité de la valeur dans les comptes « off shore » sont totalement « légales ». Jean MERCKAERT appelle de ses vœux une transparence imposée par la Loi.



→ François ALFONSI (photo du milieu) a représenté Michèle RIVASI, souffrante. **Député EELV**, il conclut l'Audience publique en signifiant son accord avec tout ce qui a été dit, que ce soit pour la filière bois ou l'opacité financière. Il explique à Charlotte DAVIES et Jean MERCKAERT qu'il soutient la méthodologie qui veut imposer la transparence et davantage de coopération et d'échanges d'informations entre les pays du Nord et du Sud. Il admet qu'il y a un vide juridique très préjudiciable sur l'obligation de « reporting » sur les activités des filiales qui permettent aux maisons-mères de se défaire de leurs délits socio-écologiques. François ALFONSI soutient l'idée de priver de marchés publics au Nord les entreprises qui, au Sud, commettent des exactions. Mais il nuance : les seules restrictions financières publiques ne suffiront pas à contraindre les pays à davantage de Droit. Il reprend les mots de Haja RASOLONJATOVO qui appelait les clients de Total à réclamer des comptes sur les 800 filiales du Groupe, insistant sur cette nécessité d'implication citoyenne.



→ Younous OMARJEE (à droite) est **Député GUE-NGL, Vice-Président de la Commission ACP**. C'est grâce à son soutien et à celui de Michèle RIVASI que l'Audience publique et l'exposition artistique ont pu avoir lieu. Younous OMARJEE, originaire de la Réunion, infatigable défenseur des Régions Ultra Périphériques, fidèle ami du peuple malgache, a prononcé un discours qui a beaucoup touché l'auditoire. Il a rappelé l'urgence de la tenue d'un « Rio de la Culture » à l'heure où les cultures autochtones sont en voie de disparaître, il a aussi réaffirmé son engagement pour la mise en place d'un « Tribunal Pénal Environnemental » pour s'attaquer enfin concrètement aux dilapidations et crimes écologiques. Il a exprimé toute sa joie de nourrir un dialogue Nord-Sud sur les questions culturelles mais aussi économiques. À cet égard, il a souligné avec force que les savoir-faire des artisans d'arts français et malgaches sont des piliers de la diversité culturelle et patrimoniale.



Environmental Investigation Agency - Charlotte DAVIES

ukinfo@eia-international.org

+44 (0)207 3547960

62-63 Upper Street, London, N1 ONY



Association Sherpa - Jean MERCKAERT

communication@asso-sherpa.org

+ 33 (0) 1 42 21 33 25

22 rue de Milan 75009 PARIS



Groupe PPE - Philippe BOULLAND

Député européen, Président du Groupe d'amitié UE-MADAGASCAR

www.philippeboulland.fr - philippe.boulland@europarl.europa.eu



Groupe EELV - Michèle RIVASI

Députée européenne, Vice-Présidente de la Commission ACP

www.michele-rivasi.eu - michele.rivasi@europarl.europa.eu



Groupe GUE NGL - Younous OMARJEE

Député européen, Vice-Président de la Commission ACP

www.younousomarjee.eu - younous.omarjee@europarl.europa.eu



Association OPERATION MADAGASCAR - Haja RASOLONJATOVO

Co-Fondateur de l'Association OPERATION MADAGASCAR

www.operationmadagascar.com – haja.rasolon@operationmadagascar.com